

Nombre de conseillers :

En exercice .....14

Présents .....14

Votants .....14

Date de convocation : 23 janvier 2024

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE DU 29 JANVIER 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt neuf janvier à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune d'Andance, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Madame REYNAUD Christelle, Maire.

Présents : Mme REYNAUD Christelle, Maire, Mmes SOUILLARD Jocelyne, FORCHERON Chantal, M. BERTRAND Régis adjoints. Mmes CORNILLON Danielle, CASIMIRO Brigitte, SONNIER Andréa, MILLET Valérie, BONANS Clémence, GARNIER Justine, conseillères municipales. MM. BOYER Patrick, FREYCHET Eric, CERRUTI-MICLET Roland, LAPEINE Vincent, conseillers municipaux

Excusé(es) : Néant

**Secrétaire de séance** : MILLET Valérie

### **Objet : Demande de subvention pour installation système vidéo surveillance**

La caserne de gendarmerie d'Andance peut être équipée d'un dispositif de vidéosurveillance, dans le cadre de la mise en sécurité des sites sensibles.

Un appel à projets a été lancé sur l'année 2024 par le **Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance**.

Ce type d'équipement peut faire l'objet d'une demande de soutien financier à hauteur de 40 %.

Un devis a été réalisé par l'installateur du système de vidéosurveillance actuellement en place sur la commune, représenté par la société VOLFEU.

Le montant s'élève à 5 960 euros H.T.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Décide** de demander une extension de l'autorisation de vidéoprotection accordée en 2012 par arrêté préfectoral n°2012/0183 ;
- **Décide** de déposer un dossier de demande de subvention au titre du FIPD – Année 2024 ;
- **Accepte** le devis présenté par la société VOLFEU ;
- **Autorise** le Maire à signer tout document afférent à cette opération ;

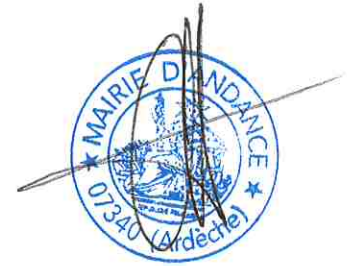
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus, au registre sont les signatures

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la communauté, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

- **Dit** que la dépense sera imputée en section d'investissement au compte 21318 du budget principal ;
- **Dit** que la dépense sera reprise sur le budget primitif 2024.

Pour extrait conforme,

Le Maire,  
REYNAUD Christelle



Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus, au registre sont les signatures

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la communauté, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.